

Les banques centrales et les géants de la technologie suscitent l'enthousiasme des investisseurs.



- Les actions mondiales, mesurées par l'indice MSCI Monde tous pays, ont terminé le troisième trimestre 2025 en territoire positif, dans un contexte d'optimisme lié à la baisse des taux d'intérêt de la Réserve fédérale américaine et à l'assouplissement monétaire anticipé par d'autres grandes banques centrales, ainsi qu'à des résultats d'entreprises généralement positifs. Les marchés émergents ont enregistré de meilleures performances que les marchés développés.
- Les actifs obligataires mondiaux ont affiché de légers gains au cours du trimestre. Les rendements de bons du Trésor américain ont baissé sur l'ensemble de la courbe des taux. (Les prix évoluent à l'inverse des rendements.)
- La diversification au sein des marchés boursiers constitue toujours notre principale recommandation pour le reste de l'année 2025.

Point de vue de SEI sur le marché canadien

Au cours des derniers trimestres, nous avons prédit que le contexte politique et réglementaire pourrait devenir très intéressant et que les perspectives économiques, tant au Canada que dans le monde, seraient par conséquent très incertaines. Ces prévisions se sont avérées exactes au cours des trois premiers trimestres de 2025. Dans ces perspectives, nous passerons brièvement en revue le contexte national, puis nous discuterons de l'importance des perspectives mondiales pour la santé économique du Canada.

Les deux principaux obstacles à la performance économique nationale restent l'endettement des ménages et le marché du travail, où le taux de chômage a continué d'augmenter pour atteindre 7,1 % en août. Malgré ces difficultés, l'économie canadienne a continué de faire preuve de résilience, sans entrer officiellement en récession. Cela s'explique sans doute en partie par les mesures de soutien budgétaire prises par le gouvernement fédéral (grâce à des progrès comparativement plus importants dans la réduction de l'inflation). Il est toutefois important de noter que la situation économique du Canada est également étroitement liée à l'évolution de la conjoncture externe. Cela n'est pas surprenant étant donné que le Canada est une petite économie ouverte, mais est d'autant plus important que les finances des ménages sont tendues. Même si l'économie mondiale doit affronter une bonne dose d'incertitude, il y a des raisons de croire qu'elle continuera de soutenir l'activité au Canada. Par conséquent, il y a lieu d'être prudemment optimiste, malgré la situation décourageante de l'emploi au pays et les perturbations commerciales persistantes avec les États-Unis.

Les perspectives économiques mondiales donnent aussi raison de s'inquiéter. Parmi les exemples évidents, citons le risque d'inflation obstinément élevée, voire d'une nouvelle accélération, les attaques incessantes de l'administration Trump contre les modèles commerciaux et migratoires mondiaux antérieurs, les conflits militaires et le ralentissement du marché du travail dans de nombreux pays. Ce dernier point est malheureusement un domaine dans lequel le Canada se distingue. Si certains pays qui ont connu une forte hausse du chômage sont, comme le Canada, confrontés à un niveau élevé d'endettement des ménages, ce facteur ne suffit pas à lui seul à expliquer cette dynamique.

Toutefois, les investisseurs ne doivent pas oublier que l'économie mondiale a continué de progresser malgré tous les risques mentionnés précédemment, les niveaux élevés d'incertitude et certains marchés du travail nationaux en net affaiblissement. Ils ne doivent pas non plus ignorer que l'activité mondiale semble avoir récemment apporté un soutien bienvenu à l'économie canadienne. Par exemple, après avoir éprouvé des difficultés au deuxième trimestre, la reprise de la croissance économique en juillet a été entraînée par les secteurs orientés vers l'exportation, tels que les mines, l'énergie et la fabrication. Selon Statistique Canada, cela a contribué à compenser la récente contraction de l'activité commerciale intérieure. Comme nous l'avons souligné dans nos précédentes perspectives économiques, l'expansion des exportations vers des pays autres que les États-Unis était encourageante, et le Canada devait bénéficier de la demande continue d'or et de métaux précieux de la part des banques centrales étrangères cherchant à diversifier leurs réserves massives de devises étrangères (en particulier dans le cas de la Banque populaire de Chine). L'intérêt continu des investisseurs dans ce thème devrait soutenir davantage le secteur minier national.

Un aspect très important des perspectives mondiales est la probabilité d'une augmentation des dépenses budgétaires dans de nombreux pays au cours du reste de la décennie. Cela inclut le Canada, où l'on s'attend à ce que les dépenses de défense et les investissements dans les infrastructures entraînent une augmentation des déficits, même si les détails ne seront pas connus avant la publication, espérons-le, du budget longtemps retardé du gouvernement, prévue début novembre. Cela dit, plusieurs autres pays ont enregistré ou devraient enregistrer des déficits importants au cours des années à venir, dont la Chine, la

France, l'Allemagne, le Japon, le Royaume-Uni et les États-Unis.¹ Bien que la situation puisse accroître le risque d'une inflation indésirable et ainsi compliquer la tâche de certaines banques centrales, elle devrait aussi soutenir l'activité mondiale dans son ensemble. Si tel est le cas, une petite économie ouverte comme celle du Canada, qui cherche à étendre ses relations commerciales au-delà des États-Unis, pourrait en bénéficier.

Alors que les contributions du secteur de la construction et de l'agriculture au produit intérieur brut du Canada sont restées stables en juillet, les politiques américaines en matière d'immigration et de commerce pourraient donner au Canada un avantage concurrentiel dans ces secteurs. L'immigration vers les États-Unis a considérablement ralenti en 2025, et le secteur agricole américain est confronté à certaines difficultés liées aux droits de douane. Même si le gouvernement canadien précédent a mis en œuvre des mesures visant à ralentir légèrement les flux migratoires, le Canada reste globalement une destination favorable à l'immigration. La construction résidentielle constitue une priorité politique, et le gouvernement fédéral s'est engagé à élargir les accords commerciaux avec des pays autres que les États-Unis. Bien que cela soit très spéculatif à ce stade, il est plausible que des secteurs tels que l'agriculture et la construction puissent apporter un soutien supplémentaire à la croissance future. Si l'on spécule davantage, les plans récemment annoncés par l'administration Trump visant à facturer 100 000 \$ pour les visas H-1B pourraient permettre au Canada de mieux rivaliser pour attirer la main-d'œuvre mondiale dans le secteur technologique, comme l'a observé le premier ministre Carney.²

Le mouvement « Elbows Up » (levez les coudes) et d'autres manifestations similaires de sentiments antiaméricains (ou du moins anti-Trump) ont suscité beaucoup d'attention au Canada cette année, avec des changements notables dans les préférences des consommateurs, qui se tournent vers des produits fabriqués et des destinations de voyages au pays ou ailleurs qu'aux États-Unis. Comme nous l'avons mentionné dans nos perspectives précédentes, les exportations vers des destinations autres que les États-Unis ont considérablement augmenté. Il reste à savoir si ces changements seront permanents et s'ils persisteront dans les secteurs des services tels que les voyages. Bien que Statistique Canada et divers médias aient affirmé que la diminution des voyages aux États-Unis marque un changement notable dans les préférences des Canadiens, certains éléments historiques indiquent qu'il faut disposer de plus de données avant de tirer des conclusions définitives. Nous avons déjà observé une forte préférence des voyageurs canadiens pour les destinations situées en dehors des États-Unis.

Ces fluctuations peuvent être attribuées, au moins en partie, à la dynamique des taux de change. Bien que nous n'ayons examiné que les données des deux dernières années, il semble que les préférences en matière de voyage aient changé lorsque le dollar canadien était plus fort ou plus faible par rapport aux devises étrangères américaines ou non américaines.

Même si ces suppositions sont intéressantes, nous pouvons les mettre de côté, attendre de nouvelles données et nous concentrer sur la question plus importante des relations commerciales globales du Canada avec les États-Unis et l'Amérique du Nord en général. La renégociation de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM), conclu avec la première administration Trump, devrait avoir lieu en 2026. Des incertitudes subsistent quant à la manière dont ce processus se déroulera. Malheureusement, il semble que les débuts soient difficiles, les États-Unis s'étant engagés dans des études et des consultations unilatérales. Parallèlement, des ouvertures commerciales ont eu lieu entre le Canada et le Mexique. Nous suivrons de près l'évolution de la situation.

Malgré le suspense, certains développements positifs ont été observés dans la dynamique commerciale entre le Canada et les États-Unis. Tout d'abord, le Canada a renoncé à imposer des droits de douane de représailles. Même si cela peut sembler insatisfaisant sur le plan politique, il s'agit globalement d'une mesure économique positive. Si votre principal partenaire commercial vous inflige intentionnellement un préjudice qui vous affecte directement tout en lui causant également des dommages, pourquoi réagir de la même manière ? Le nombre de produits jugés conformes à l'ACEUM a également contribué à maintenir le taux tarifaire américain effectif sur le Canada à un niveau relativement raisonnable jusqu'à présent. De plus, les décisions attendues de la Cour suprême des États-Unis sur la légalité des différentes mesures tarifaires prises par Trump apporteront, espérons-le, une clarification bien nécessaire.

Point de vue de SEI sur le marché mondial

Sans surprise, la diversification au sein des marchés boursiers constitue toujours notre principale recommandation pour le reste de 2025. La diversification selon les régions, nos facteurs préférentiels, les secteurs, les titres individuels et les thèmes aidera les investisseurs à réduire leur exposition à ce que nous considérons comme une fragilité accrue des marchés. La gestion active semble également intéressante dans ce contexte, en particulier pour les grandes capitalisations américaines compte tenu de la forte concentration du marché.

Notre préférence pour les titres qui accentuent la pente des courbes de rendement aux États-Unis et en Europe s'est avérée judicieuse, étant donné l'influence de la politique monétaire accommodante sur le segment à court terme et les inquiétudes liées à la dette qui ont stimulé le segment à long terme. Même si les courbes de rendement ont connu des fluctuations importantes, nous estimons que les conditions restent favorables à un élargissement continu entre les rendements à court et à long terme. Dans l'ensemble, la sensibilité globale aux taux d'intérêt est neutre et se concentre sur la partie médiane de la courbe.

Enfin, en termes de positionnement, nous conservons une position longue sur l'inflation par des rendements d'équilibre, en raison de la vigueur des services et des anticipations d'une répercussion plus importante des droits de douane sur les prix et des anticipations d'inflation futures. L'or continue d'être attrayant malgré ses récents sommets, en raison des inquiétudes géopolitiques persistantes et de notre conviction que les investisseurs et les banques centrales continueront d'être des sources solides de demande.

En ce qui concerne la fermeture des services publics américains au début du quatrième trimestre, l'impact sur les marchés dépendra de la durée de cette dernière bataille budgétaire, tandis que les effets les plus immédiats comprendront la suspension de la publication des statistiques gouvernementales, y compris le rapport mensuel sur l'emploi. L'absence de données, combinée à la possibilité d'un nombre important de fonctionnaires fédéraux mis à pied temporairement, pourrait entraîner deux nouvelles baisses de taux en 2025. Bien qu'il soit parfois plus difficile de prédire l'évolution de la politique que celle du marché, nous pensons que cette situation sera résolue dans un délai raisonnable, avec un impact relativement faible sur le marché et l'économie.

Contexte économique

Les actions mondiales, mesurées par l'indice MSCI Monde tous pays, ont terminé le troisième trimestre 2025 en territoire positif, dans un contexte d'optimisme lié à la baisse des taux d'intérêt de la Fed et à l'assouplissement attendu de la politique monétaire de plusieurs autres grandes banques centrales, ainsi qu'aux résultats généralement encourageants des entreprises, en particulier dans le secteur des technologies de l'information. Les marchés émergents ont enregistré de meilleures performances que les marchés développés.

L'Extrême-Orient a été en tête des marchés émergents au cours du trimestre, soutenu par la vigueur de la Chine, de la Thaïlande et de Taïwan. De plus, la solide performance de l'Amérique latine est attribuable à la reprise significative observée au Pérou et en Colombie. L'Europe de l'Est a enregistré un rendement positif pour le trimestre, mais a le plus tiré de l'arrière parmi les marchés émergents en raison de la faiblesse relative de la Pologne. L'Amérique du Nord a été la plus performante parmi les marchés développés pour le trimestre, avec des remontées notables au Canada et aux États-Unis, tandis que l'Extrême-Orient a bénéficié de la vigueur de Singapour et du Japon. À l'inverse, les pays nordiques ont terminé le trimestre en territoire négatif en raison du fort recul du marché au Danemark.³

Les actifs à revenu fixe mondiaux, mesurés par l'indice obligataire Bloomberg Global Aggregate, ont progressé de 0,6 % (en dollars américains) au troisième trimestre. Les obligations de sociétés de qualité investissement ont dominé le marché américain des titres à revenu fixe, suivies par les obligations à rendement élevé, les titres adossés à des créances hypothécaires et les bons du Trésor américain. Les rendements des titres du Trésor ont baissé sur l'ensemble de la courbe des taux. Les rendements des titres du Trésor à 2, 3, 5 et 10 ans ont reculé respectivement de 0,12 %, 0,07 %, 0,05 % et 0,08 %, pour terminer le trimestre à 3,60 %, 3,61 %, 3,74 % et 4,15 %. La courbe des taux à 10 ans et à 3 mois s'est normalisée après s'être inversée (les taux à 3 mois étaient supérieurs aux taux à 10 ans) au début du trimestre, s'élargissant à +0,14 % au 30 septembre.⁴

Les prix mondiaux des produits de base, représentés par l'indice des produits de base Bloomberg, ont augmenté de 3,7 % au troisième trimestre. Les prix au comptant du pétrole brut West Texas Intermediate (WTI) et Brent ont baissé respectivement de 4,2 % et 1,1 % au cours du trimestre, freinés par une augmentation de l'offre et un ralentissement de la demande. Les tensions géopolitiques persistantes au Moyen-Orient, en Russie et en Ukraine ont contribué à la hausse de 16,8 % du prix de l'or, qui a atteint de nombreux sommets historiques au cours du trimestre, les investisseurs recherchant des valeurs refuges. La baisse de 5,4 % du prix du gaz naturel sur le New York Mercantile Exchange (NYMEX) au cours du trimestre est attribuable à une demande plus faible, à une production élevée et à l'augmentation des stocks. Le prix du blé a baissé de 5,6 % au cours du trimestre, dans un contexte d'augmentation de la production mondiale. De plus, les prochaines récoltes aux États-Unis, dans l'Union européenne (UE) et dans la région de la mer Noire devraient générer une offre abondante, ce qui pèserait sur les prix du blé.

La politique commerciale américaine est restée au cœur des préoccupations des marchés financiers mondiaux au troisième trimestre. Fin août, une cour d'appel fédérale américaine a confirmé la décision d'un tribunal inférieur annulant les droits de douane mis en place cette année par le président Donald Trump. La cour a statué à 7 voix contre 4 que M. Trump avait outrepassé les pouvoirs qui lui sont conférés par l'International Emergency Economic Powers Act. La cour a estimé que cette loi n'autorisait pas explicitement le président à imposer des droits de douane, qui relèvent de la compétence du Congrès américain. Cependant, elle a autorisé le maintien des droits de douane jusqu'à la mi-octobre afin de laisser le temps à une éventuelle procédure d'appel devant la Cour suprême des États-Unis. Fin septembre, M. Trump a annoncé dans un message publié sur les réseaux sociaux que son administration imposerait des droits de douane de 100 % sur les médicaments de marque ou brevetés (à l'exception des entreprises construisant des usines aux États-Unis) et de 25 % sur les camions lourds, qui sont entrés en vigueur le 1er octobre. Des droits de douane supplémentaires de 50 % sur les armoires de cuisine, les meubles-lavabos et les produits similaires, et de 30 % sur les meubles rembourrés, devraient être mis en œuvre le 14 octobre.

Sur le plan géopolitique, vers la fin du trimestre, M. Trump a présenté un plan en 20 points visant à mettre fin à la guerre de Gaza entre Israël et le Hamas. Entre autres dispositions, la proposition prévoit la création d'un « Conseil de paix » chargé de superviser la gouvernance intermédiaire à Gaza, et Israël retirerait progressivement ses forces militaires tout en maintenant une zone tampon de sécurité autour de Gaza. Le plan laisse également ouverte la possibilité d'un État palestinien, mais ne mentionne pas de « solution à deux États ». M. Trump a déclaré que si le Hamas n'acceptait pas les termes du plan, « Israël aurait mon soutien total pour achever la destruction de la menace que représente le Hamas ».

Données économiques (à moins d'indications contraires, données provenant de Bloomberg)

- Selon Statistique Canada, les prix à la consommation (mesurés par la variation de l'indice des prix à la consommation [IPC]) ont reculé de 0,1 % pour le mois et augmenté de 1,9 % pour l'année se terminant en août. L'inflation annuelle a légèrement augmenté, car la baisse des prix de l'essence et des services de téléphonie mobile s'est modérée, tandis que les prix de la viande et des vêtements ont augmenté. Les prix à la production ont été mitigés en août, l'indice des prix des produits industriels (IPPI) ayant augmenté de 0,5 % tandis que l'indice des prix des matières premières (IPMP) a diminué de 0,6 %. Les prix ont été plus élevés d'une année sur l'autre, augmentant respectivement de 4,0 % et 3,2 % pour l'IPPI et l'IPMP. Les prix des métaux, des produits chimiques et de la viande ont augmenté, tandis que ceux de l'énergie ont chuté.
- Le département du Travail a indiqué que l'indice des prix à la consommation (IPC) a augmenté de 0,4 % en août, contre 0,2 % en juillet, dépassant légèrement les prévisions. Les coûts du logement ont augmenté de 0,4 % et ont constitué l'essentiel de la hausse de l'indice pour le mois. De plus, les prix des denrées alimentaires ont augmenté de 0,5 %, l'indice des denrées alimentaires à domicile ayant progressé de 0,6 %. À l'inverse, les prix des services de gaz ont baissé de 1,6 % au cours du mois. L'IPC a progressé de 2,9 % en glissement annuel en août, soit une hausse légèrement supérieure à celle de 2,7 % enregistrée en juillet et conforme aux prévisions. Les coûts des services de gaz ont augmenté de 13,8 % au cours des 12 derniers mois, tandis que les prix de l'électricité ont augmenté de 6,2 %. En revanche, les prix de l'essence et du mazout ont enregistré des baisses respectives de 6,6 % et 0,5 % en glissement annuel. L'inflation sous-jacente, mesurée par l'IPC pour tous les articles hors alimentation et énergie, a augmenté de 3,1 % en glissement annuel en août, soit une hausse inchangée par rapport à juillet. Les prix des voitures et camions d'occasion, des services médicaux et du logement ont augmenté respectivement de 6,0 %, 4,2 % et 3,6 % au cours des 12 derniers mois. Selon les estimations définitives du département du Commerce, le produit intérieur brut (PIB) des États-Unis a progressé à un taux annuel de 3,8 % au deuxième trimestre 2025, en forte hausse par rapport à la baisse de 0,6 % enregistrée au premier trimestre 2025 et en nette amélioration par rapport à l'estimation précédente du gouvernement, qui tablait sur une hausse de 3,3 %. La reprise économique au deuxième trimestre est principalement attribuable à une baisse substantielle des importations (qui sont soustraites du calcul du PIB) après une forte augmentation au premier trimestre, les entreprises s'étant empressées de constituer des stocks avant l'entrée en vigueur des droits de douane imposés par l'administration Trump, ainsi qu'à une augmentation des dépenses de consommation. À l'inverse, les investissements et les exportations ont diminué.
- Selon l'Office des statistiques nationales (ONS), l'inflation au Royaume-Uni, mesurée par l'IPC, a augmenté de 0,3 % en août, une hausse de 0,1 % par rapport à juillet. L'IPC a progressé à un taux annuel de 3,8 % pour le mois, ce qui correspond à la hausse en glissement annuel enregistrée en juillet. Les coûts des vêtements et des chaussures, des meubles et des articles ménagers, ainsi que des transports (principalement les billets d'avion) ont enregistré les plus fortes hausses en août, tandis que les prix des restaurants et des hôtels ont diminué. Les coûts de l'éducation, du logement et des services ménagers, ainsi que des communications ont augmenté respectivement de 7,5 %, 7,4 % et 6,1 % au cours des 12 derniers mois. Les prix des vêtements et des chaussures n'ont augmenté que de 0,2 % en glissement annuel. L'inflation sous-jacente, représentée par l'IPC hors énergie, alimentation, alcool et tabac, a augmenté de 3,6 % au cours des 12 derniers mois en août, en légère baisse par rapport à la hausse annuelle de 3,8 % enregistrée en juillet.⁵ Selon les estimations finales de l'ONS, le PIB britannique a augmenté de 0,3 % au deuxième trimestre 2025, contre 0,7 % au premier trimestre de cette année. La production dans les secteurs de la construction et des services a augmenté respectivement de 1,0 % et 0,4 % au cours du trimestre, tandis que le secteur de la production a enregistré une baisse de 0,8 %.⁶
- Selon les estimations préliminaires d'Eurostat, l'inflation dans la zone euro a augmenté de 2,0 % au cours de la période de 12 mois terminée en août, soit un taux inchangé par rapport à celui de juillet. Les prix des denrées alimentaires, de l'alcool et du tabac ont augmenté de 3,2 % en glissement annuel en août, contre 3,3 % le mois précédent. Les coûts dans le secteur des services ont augmenté à un taux annuel de 3,1 % en août, en légère baisse par rapport à la hausse de 3,2 % enregistrée en juillet. En revanche, les prix de l'énergie ont baissé de 2,0 % en glissement annuel. L'inflation sous-jacente, qui exclut les prix volatils de l'énergie, des denrées alimentaires, de l'alcool et du tabac, a augmenté à un taux annuel de 2,3 % en août, ce qui correspond à la hausse en glissement annuel enregistrée en juillet.⁷ Eurostat a également indiqué que le PIB de la zone euro a augmenté de 0,1 % au deuxième trimestre 2025, en baisse par rapport au taux de croissance de 0,6 % enregistré au premier trimestre de cette année, et a augmenté de 1,5 % au cours des 12 derniers mois. Les économies du Danemark, de la Croatie et de la Roumanie ont enregistré les meilleures performances au deuxième trimestre, avec une croissance respective de 1,3 %, 1,2 % et 1,2 %. En revanche, le PIB de l'Islande, de la Finlande et de l'Allemagne a diminué respectivement de 0,7 %, 0,4 % et 0,3 % au cours du trimestre.⁸

Données indicielles (troisième trimestre 2025, en \$ CA)

- L'indice composé S&P/TSX a gagné 12,50 %.
- L'indice obligataire global universel Canada FTSE TMX a augmenté de 1,51 %.
- L'indice S&P 500, qui mesure les actions américaines, a produit 10,26 %.
- L'indice MSCI Monde tous pays (net), utilisé comme étalon pour évaluer le rendement des actions mondiales, a augmenté de 9,74 %.
- L'indice ICE BofAML U.S. High Yield Constrained, qui représente les marchés obligataires américains à rendement élevé, a produit 1,93 % (couvert) et 4,42 % (non couvert).
- L'indice de la volatilité de la bourse d'options de Chicago, une mesure de la volatilité implicite de l'indice S&P 500 aussi connue sous le nom d'« indice de la peur », est passé de 16,73 à 16,28 pour le trimestre.
- Les cours du pétrole brut WTI à Cushing, un indicateur clé des fluctuations du marché pétrolier, ont reculé, passant de 65,11 \$ US à 62,37 \$ US le baril à la fin du trimestre.
- Le dollar canadien s'est affaibli à 1,39 \$ CA par dollar américain. Le dollar américain s'est raffermi ou est resté pratiquement inchangé par rapport aux autres grandes devises mondiales. Il a terminé le mois de septembre à 1,18 \$ US contre l'euro, à 1,35 \$ US contre la livre sterling et à 147,69 yens.

Glossaire

L'**indice de rendement total des produits de base Bloomberg** comprend des contrats à terme et suit la performance d'un investissement entièrement garantie dans l'indice. Il combine les rendements de l'indice et les rendements des garanties en espèces investies dans des bons du Trésor américain à 13 semaines (trois mois).

L'**indice obligataire Bloomberg Global Aggregate** est un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière qui suit la performance des titres à revenu fixe de qualité investissement (notés BBB — ou plus par S&P Global Ratings/Fitch Ratings ou Baa3 ou plus par Moody's Investors Service) libellés dans 13 devises. L'indice reflète le réinvestissement de toutes les distributions et les variations des prix du marché.

L'**indice de volatilité CBOE (VIX)** mesure la volatilité constante sur 30 jours du marché boursier américain en utilisant les prix en temps réel et à mi-cote des options d'achat et de vente de l'indice S&P 500. Une option d'achat donne à son détenteur le droit d'acheter une action à un prix déterminé; une option de vente donne à son détenteur le droit de vendre une action à un prix déterminé.

L'**indice des prix à la consommation** est basé sur un panier fixe de biens et de services conçu selon des normes et des méthodes internationales.

L'**indice obligataire universel FTSE Canada** comprend une série d'indices de référence conçus pour suivre le rendement des obligations libellées en dollars canadiens.

L'**indice ICE BofA High Yield Constrained** est un indice pondéré en fonction de la valeur marchande de toutes les obligations à haut rendement nationales et yankees, y compris les obligations à intérêts différés et les titres à paiement en nature, dont l'échéance est d'un an ou plus et qui ont une notation de crédit de BB+ ou moins par S&P Global Ratings et Fitch Ratings ou de Ba1 ou moins par Moody's Investors Service, mais qui ne sont pas en défaut.

L'**indice des prix des produits industriels (IPPI)** reflète les prix que les producteurs canadiens obtiennent lorsque les biens quittent l'usine. L'IPPI ne reflète pas ce que paie le consommateur. Contrairement à l'indice des prix à la consommation (IPC), l'IPPI exclut les taxes indirectes, telles que les taxes de vente et les droits de douane, ainsi que tous les coûts qui surviennent entre le moment où un bien quitte l'usine et celui où l'utilisateur final en prend possession. Cela comprend les coûts de transport, de gros et de détail. Bien que l'IPPI ne mesure pas l'effet direct des droits de douane sur les prix, ceux-ci peuvent influencer indirectement les prix mesurés dans l'IPPI. Par exemple, les intrants utilisés dans le processus de production qui sont importés et sur lesquels le Canada impose des droits de douane peuvent faire augmenter les prix pratiqués par les producteurs canadiens. Les droits de douane sur les importations ou les exportations canadiennes peuvent également influencer indirectement les prix de l'IPPI par leur impact sur la dynamique de l'offre et de la demande.

L'indice **MSCI Monde tous pays** est un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière qui suit la performance de plus de 2 000 sociétés et qui est représentatif de la structure du marché de 48 pays développés et émergents d'Amérique du Nord et du Sud, d'Europe, d'Afrique et de la région Pacifique. L'indice est calculé en réinvestissant les dividendes nets en dollars américains.

L'**indice MSCI monde hors États-Unis** suit la performance des segments à grande et à moyenne capitalisation des marchés boursiers dans 22 des 23 pays développés, à l'exclusion des États-Unis. Les 887 composantes de l'indice représentent environ

85 % de la capitalisation boursière ajustée au flottant (c'est-à-dire ne comprenant que les actions disponibles pour la négociation publique) aux États-Unis.

L'**indice composé Nasdaq** est un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière qui suit la performance de toutes les sociétés nationales et internationales cotées sur le marché boursier Nasdaq. Les valeurs technologiques représentent près de 50 % de la pondération de l'indice.

L'**indice des prix des matières premières (IPMP)** reflète les prix payés par les fabricants canadiens pour les matières premières essentielles. L'IPMP comprend tous les frais engagés par les acheteurs pour acheminer une marchandise jusqu'à l'établissement, y compris les frais de transport, les taxes nettes payées et les droits de douane et tarifs douaniers payés sur les matières premières importées. Bon nombre des prix mesurés par l'IPMP sont fixés sur le marché mondial. Cependant, comme peu de prix sont libellés en devises étrangères, leur conversion en dollars canadiens n'a qu'une incidence mineure sur le calcul de l'IPMP.

L'**indice Russell 2000** suit la performance du segment des petites capitalisations du marché des actions américain. L'indice est un sous-ensemble de l'indice Russell 3000, qui comprend les 3 000 plus grandes sociétés américaines, et inclut environ 2 000 des plus petits titres en fonction d'une combinaison de leur capitalisation boursière et de leur appartenance actuelle à l'indice.

L'**indice Russell 1000** suit la performance des 1000 plus grandes actions américaines en fonction de la capitalisation boursière. L'indice est un sous-ensemble de l'indice Russell 3000, qui comprend les 3 000 plus grandes sociétés américaines, et inclut environ 1 000 des plus grands titres en fonction d'une combinaison de leur capitalisation boursière et de leur appartenance actuelle à l'indice.

L'**indice S&P 500** est un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière qui suit le rendement des 500 plus grandes sociétés cotées en bourse aux États-Unis et qui est considéré comme représentatif de l'ensemble du marché boursier américain.

L'**indice composé S&P/TSX** suit le rendement de l'ensemble du marché boursier canadien, c'est-à-dire les actions cotées à la Bourse de Toronto (TSX).

Renseignements importants

Société de placements SEI Canada, filiale en propriété exclusive de SEI Investments Company, est le gestionnaire des fonds de placement et le gestionnaire de portefeuille des Fonds SEI au Canada.

Les informations fournies le sont à titre d'information générale et d'éducation uniquement et ne constituent pas un avis juridique, fiscal, comptable, un conseil financier ou de placement à propos des Fonds ou de tout titre en particulier, ni une opinion à l'égard de la pertinence d'un placement. Les informations ne devraient pas non plus être interprétées comme une recommandation quant à l'achat ou à la vente d'un titre, d'un produit dérivé ou d'un contrat à terme. Il n'est pas recommandé d'agir en fonction de l'information contenue dans ce document, à moins d'obtenir expressément un avis juridique, fiscal, comptable et financier auprès d'un professionnel en placement. Le présent document est une évaluation de la situation des marchés à un moment précis et ne constitue pas une prévision d'événements à venir ou une garantie de rendements futurs. Il n'est pas garanti qu'à la date de parution du présent document les titres mentionnés étaient ou non détenus par les Fonds SEI.

Les déclarations qui ne sont pas de nature factuelle, dont les opinions, les projections et les estimations, supposent certaines conditions économiques et évolutions des secteurs, et ne constituent que des opinions actuelles qui peuvent être modifiées sans préavis. Rien dans le présent document n'est destiné à être une prévision d'événement futur ni une garantie de résultats futurs.

Le présent document pourrait contenir des « informations prospectives » (« IP ») telles que définies par les lois sur les valeurs mobilières canadiennes applicables. Les IP sont des déclarations se rapportant à des événements, des conditions ou des résultats probables et reposent sur des hypothèses au sujet de conditions économiques et de plan d'action futurs. Les IP sont exposées à divers risques, incertitudes et autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent grandement des attentes explicites ou implicites associées au présent document. Les IP reflètent les attentes actuelles en ce qui concerne les événements actuels et ne sont pas une garantie de rendements futurs. Les IP figurant dans le présent document ou mentionnées à titre de référence sont fournies dans l'unique but de communiquer des attentes actuelles et pourraient ne pas être appropriée dans d'autres circonstances.

Bien que les sources externes ou autres sur lesquelles se fondent certaines informations fournies sont jugées fiables, Société de placements SEI Canada ne garantit ni leur fiabilité ni leur intégralité et ces dernières pourraient changer sans préavis. Les sources comprennent Bloomberg, FactSet, MorningStar, la Banque du Canada, la Réserve fédérale, Statistique Canada et BlackRock. Toutes les données sont au 30 septembre 2025 à moins d'indications contraires.

L'investissement comporte des risques, dont le risque de perte en capital. La diversification peut ne pas offrir de protection contre le risque lié au marché. Par ailleurs, d'autres titres non mentionnés peuvent comporter des risques spécifiques. En plus des risques habituels associés à l'investissement, les placements internationaux peuvent comporter des risques de pertes en capital découlant de fluctuations défavorables de la valeur des devises, de divergences dans les principes comptables généralement reconnus ou de l'instabilité politique ou économique dans d'autres pays. Les marchés émergents présentent des risques accrus découlant des mêmes facteurs, en plus de ceux associés à leur faible taille et à leur faible liquidité. Les obligations et les fonds obligataires perdent pour leur part de la valeur quand les taux d'intérêt montent.

Les rendements indiciaires sont présentés à des fins illustratives uniquement et ne représentent pas des rendements réels. Les rendements indiciaires ne reflètent pas les frais de gestion, les coûts de transaction et autres charges. Les indices ne sont pas gérés et il n'est pas possible d'y investir directement. Les rendements passés ne sont pas garants des rendements futurs.

Des commissions, frais de courtage, frais de gestion et autres frais peuvent être associés aux fonds communs de placement. Veuillez lire le prospectus avant d'investir. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis, leurs valeurs fluctuent fréquemment et leurs rendements passés pourraient ne pas se reproduire.

¹ Veuillez consulter, par exemple, le Data Mapper du FMI pour les mesures récentes relatives au déficit budgétaire, à l'adresse suivante : https://www.imf.org/external/datamapper/GGCB_G01_PGDP_PT@FM/ADVEC/FM_EMG/FM_LIDC/FRA, et « Assessing fiscal risks in advanced economies », Oxford Economics, 24 juin 2025, à l'adresse

<https://www.oxfordeconomics.com/resource/assessing-fiscal-risks-in-advanced-economies/> pour les prévisions 2025-2030.

² Janice Rodrigues, Asheesh Moosapeta, « Canada to target tech talent impacted by H-1B fee hike, says Carney », CIC News, 25 septembre 2025, à l'adresse <https://www.cicnews.com/2025/09/canada-to-target-tech-talent-us-fee-hike-0960276.html>.

³ Toutes les déclarations de performance des marchés boursiers sont basées sur l'indice MSCI Monde tous pays.

⁴ Selon le département du Trésor américain. Au 30 septembre 2025.

⁵ Selon l'ONS. 17 septembre 2025.

⁶ Selon l'ONS. 30 septembre 2025.

⁷ Selon Eurostat. 17 septembre 2025.

⁸ Selon Eurostat. 5 septembre 2025.